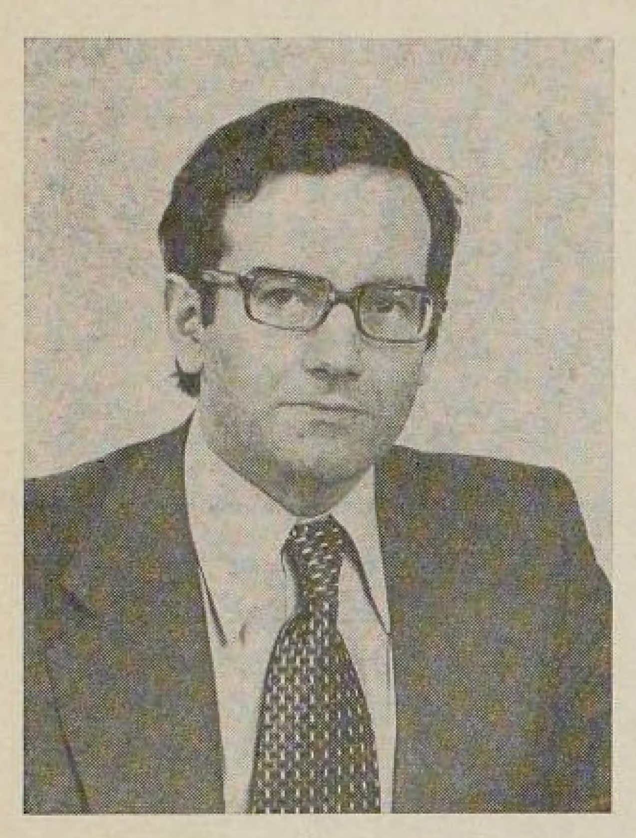
UNION DES RÉPUBLICAINS DE PROGRÈS
pour le soutien au Président de la République



Diplômé de l'Institut d'Études Politiques de Paris
Licencié en Droit
Ancien élève de l'École Nationale d'Administration
Officier de Réserve
Officier du Mérite Sportif
Chevalier des Palmes Académiques

Bernard STASI

Élu député de la Marne en 1968, Bernard STASI siège, à l'Assemblée Nationale, au groupe Progrès et Démocratie Moderne. Ses principales interventions à la tribune ont porté sur l'éducation nationale, la défense des agriculteurs, la situation des personnes âgées et des veuves, l'équipement sportif, la construction européenne.

Membre de la Commission des Affaires Culturelles, Familiales et Sociales, fondateur, en 1970, du GEPAR (Groupe d'Études Parlementaires pour l'Aménagement Rural), Bernard STASI a eu l'occasion d'exposer à M. CHABAN-DELMAS, puis à M. MESSMER, ainsi qu'au Président de la République, les grandes lignes d'une politique nationale d'aménagement de l'espace rural.

Il siège au Comité Directeur de l'Association des Maires de France, et au Bureau National du Mouvement National des Élus Locaux.

Au cours de son mandat, Bernard STASI a été chargé de plusieurs missions à l'étranger : en 1970, il se rend en Israël pour tenter de normaliser les relations entre cet État et la France et il s'entretient longuement avec Mme Golda MEIR. En 1971, il fait partie d'une délégation qui étudie, en Grande-Bretagne, les conditions de l'adhésion de ce pays au Marché Commun. En 1972, il effectue une mission d'enquête dans les régimes socialistes de Cuba et du Chili et rencontre, à cette occasion, Fidel CASTRO et le Président ALLENDE.

Vice-président, depuis 1969, du Centre Démocratie et Progrès, présidé par Jacques DUHAMEL, il participe activement à la vie politique nationale. Récemment, il fut opposé, pour l'émission "A armes égales", à Alain KRIVINE, et, il y a quelques jours, il rencontra Michel ROCARD dans un débat radiodiffusé.

Grâce à la stabilité des institutions, grâce aux efforts de toutes les Françaises et de tous les Français,

la France a connu au cours de ces dernières années :

- **Un développement économique impressionnant :** le taux de croissance annuel (6 % entre 1968 et 1972) place notre pays au 2e rang mondial.

- **Un progrès social sans précédent :** en 5 ans, le salaire minimum a presque doublé, ce qui représente une amélioration du pouvoir d'achat de 52 %.

- **Des réformes profondes :** les textes sur la formation permanente constituent une réforme unique au monde ; la mensualisation, qui concerne maintenant plus de 75 % des ouvriers du secteur privé, assure la sécurité et la dignité des travailleurs ; la priorité a été donnée à l'Education Nationale, son budget est désormais le plus important de tous.

Pourtant, trop d'inégalités demeurent encore et de nouvelles réformes s'imposent.

Six objectifs

Préserver la stabilité :

Parce que la France a connu l'instabilité et qu'elle n'en veut plus.

Parce que les Français ont choisi un système qui assure la primauté du Président de la République, élu au suffrage universel, le fonctionnement des institutions et garantit les libertés publiques.

Assurer une meilleure égalité entre tous les Français :

Parce qu'agriculteurs et citadins doivent vivre, réellement, sur un pied d'égalité.

Parce que le système fiscal doit être rendu plus juste (suppression de la patente, harmonisation progressive entre les régimes des salariés et des travailleurs indépendants).

Mieux répartir la croissance :

Parce que, si la croissance est la condition du progrès social, elle peut entraîner de nouvelles inégalités qu'il faut combattre.

Parce que tous doivent en bénéficier et, tout d'abord, ceux que frappent le destin (handicapés), l'évolution des techniques (bas salaires, petits commerçants, petits agriculteurs), l'âge (revalorisation des pensions, abaissement de l'âge de la retraite).

Rendre les citoyens plus responsables :

Au niveau de l'entreprise, les salariés, et tout d'abord les cadres, doivent être associés à la gestion.

Au niveau de la région, les responsables locaux doivent avoir les moyens de décider par eux-mêmes.

Humaniser et simplifier l'administration :

Parce que, malgré le dévouement des fonctionnaires, l'administration est encore trop souvent compliquée, pesante et coupée des réalités humaines.

Consolider la construction européenne :

Parce que, dans un monde que se disputent les grandes puissances, seule une Europe unie et forte pourra préserver l'indépendance et la prospérité des peuples qui la composent.

Électrices, électeurs,

Il y a cinq ans, pour la première fois, je sollicitais vos suffrages.

La France, vous vous en souvenez, sortait alors d'une crise qui l'avait ébranlée en profondeur. Aujourd'hui, le pays est calme.

Jamais, peut-être, dans notre histoire, l'enjeu d'un scrutin n'est apparu aussi clairement : il s'agit d'un choix entre deux types de sociétés. D'un côté, la société démocratique et libérale qui est la nôtre, de l'autre, la société bureaucratique et collectiviste que voudrait imposer la coalition socialo-communiste.

Si je suis attaché à la société dans laquelle nous vivons, ce n'est pas parce que je la trouve parfaite, loin de là. C'est, au contraire, parce qu'elle permet le changement, l'évolution, le progrès, tout en préservant les libertés.

Au cours de mon mandat, avec mes amis du Centre Démocratie et Progrès et des autres groupes de la majorité, je me suis efforcé d'agir dans le sens d'une plus grande justice sociale, d'une plus grande solidarité entre les Francais et, aussi, d'une amélioration des conditions de vie des habitants de ma circonscription.

Je n'ai certes pas pu toujours réaliser tout ce que je souhaitais, tout ce que, peut-être, vous attendiez de moi, mais je ne pense pas avoir trahi votre confiance.

Si vous me renouvelez cette confiance, tous ensemble, nous irons plus loin.

Député sortant



Suppléant éventuel :

Pierre CAURIER

Ingénieur

Conseiller général - Maire de Sézanne

Vu : Le Candidat.

IMP. LEMAIRE - SÉZANNE